



Section **FO**-Finances du Vaucluse

Comité Départemental d'



du 07 juillet 2020

Monsieur le Président,

Ce CDAS se tient aujourd'hui après avoir vécu une situation de crise sanitaire inédite.

En effet, le 16 mars dernier, a été déclarée, (selon les propres mots du Président de la République) une « guerre sanitaire » sans précédent. Dès le 17 mars, beaucoup d'entre nous sont restés confinés chez eux.

Le coronavirus a atteint plus de 157 000 personnes en France, et fait près de 30 000 morts.

Cette crise a fait surgir de façon criante des sujets qui jusqu'à présent nous semblaient évidents, ou presque banals : elle a mis en lumière l'absolue nécessité de conserver des services publics qui ont su démontrer leur agilité, en premier lieu l'hôpital où médecins et infirmières ne cessaient depuis des années de réclamer plus de moyens et des revalorisations de salaires ; elle a mis en lumière des métiers, auxquels jusqu'à présent on ne prêtait pas attention, mais qui sont apparus comme indispensables pour faire fonctionner tout un pays : caissière, éboueur, chauffeur routier, etc.

Aux Douanes, à l'Insee ou à la DGFIP, les agents, quel que soit leur grade, ont été exemplaires.

A la DGFIP par exemple, on peut citer entre autres les trésoreries de proximité, y compris les très petites structures tant décriées par nos ministres, et que l'on veut supprimer, qui ont assuré la paye des agents des collectivités locales, le paiement rapide des mandats pour éviter d'accroître les difficultés des entreprises ; les agents des trésoreries hospitalières qui ont assuré la paye des agents hospitaliers ; les agents des SIE qui ont été en première ligne pour soutenir les entreprises et les indépendants.

A l'INSEE, les agents du CSM (CPAR, CEI, CSRH et CSSL) ont continué à assurer leurs missions dans des conditions parfois difficiles et compliquées, grâce à leur réactivité et leur ingéniosité.

Aux Douanes, la lutte contre la fraude et les contrefaçons ont continué pendant la crise, pour la sécurité de tous.

A la DGFIP, pour assurer le plan de continuité de l'activité des ministères financiers, nombre de collègues ont télé-travaillé ou sont restés en présentiel, malgré le danger sanitaire potentiel.

Les situations personnelles, familiales, les conditions matérielles dans lesquelles vivent les agents ont également déterminé la façon dont les agents ont vécu cette période.

Les agents en souffrance sont nombreux : certains s'expriment, et font la démarche de se signaler. Mais pour la plupart, ils ne s'expriment pas ou peu. Y-a-t-il des actions prévues pour détecter ces agents en difficulté ?

FO a toujours souligné le travail de la délégation, que ce soit de l'équipe médicale ou des assistantes de service social, ainsi que des autres acteurs de l'action sociale mais en revanche a déploré le manque cruel de communication et d'informations envers tous les agents : la publication d'un numéro de téléphone ne saurait remplacer une voix qui demande toute simplement à un agent « comment vas-tu ? ».

Les agents ont besoin de relations humaines.

Aux conséquences de cette crise sanitaire va s'ajouter la destruction de la DGFIP à travers la mise en place du nouveau réseau de proximité.

Force Ouvrière réaffirme son opposition totale à ce projet et en demande toujours le retrait.

Cette réforme aura un impact désastreux sur la vie des agents. Pour preuve, la note aux présidents de CDAS l'écrit noir sur blanc dans son premier chapitre : l'action sociale doit d'avantage s'inscrire dans l'accompagnement des transformations des services.

La Direction Générale en a donc conscience malgré les annonces permanentes affirmant que tout ira bien dans le meilleur des mondes...

Quelles orientations allons nous donner au CDAS ?

À l'aube de grandes réformes aux impacts majeurs dans la vie professionnelle et familiale des agents, plus que jamais FO -FINANCES 84 revendique le maintien d'une action sociale de qualité bénéficiant à tous les agents.

L'action sociale est pour nous une priorité.

Elle doit non seulement être maintenue, mais surtout améliorée dans un contexte de restructurations incessantes et massives.

Allons nous arrêter l'action sociale des loisirs pour s'orienter vers l'action sociale à destination des agents mis en difficultés personnelles à cause de vos contre-réformes, comme cela semble être indiqué dans le contrat d'objectifs et de moyens 2020-2022 ?

Pour Force Ouvrière, les prestations sociales ministérielles ne doivent pas se substituer aux indemnités versées par la DG lors d'une restructuration mais doivent être une aide complémentaire !

FO revendique que le budget 2020 du CDAS ne soit pas amputé de la partie non utilisée par les sorties, mais qu'il soit réaffecté pour les autres besoins.

FO rappelle son attachement aux instances locales et s'inquiète de la dégradation du dialogue social (avenir des CDAS, suppression des CHS-CT et des CAPL mutations et promotions...).

FO demande l'arrêt des toutes les réformes visant à supprimer les services publics, des missions et des agents.

FO-FINANCES 84 exige :

- le maintien du budget de l'Action Sociale
- le maintien des prestations
- le maintien d'un réseau départemental.

Pour FO-FINANCES 84 les moyens humains et financiers doivent être à la hauteur des besoins.

Les représentants FO continueront de se battre pour le maintien d'une action sociale de proximité pour l'ensemble des agents.